



La libre circulation et de bonnes relations avec l'UE sont importantes pour les Suisse-sse-s de l'étranger

Discours d'Audrey Ruchet Bach, candidate au Conseil national (GE)

Seules les paroles prononcées font foi.

Avant toute chose, il est important de l'affirmer clairement : le PS favorise de bonnes relations avec l'Europe. La Suisse est un pays européen, que cela soit par sa situation géographique, par l'histoire de son métissage et des migrations de ses populations ou par la nature de ses échanges et partenaires économiques actuels.

Le refus de l'Union européenne et la volonté de repli, ne présentent en rien une solution et pénaliseraient notre pays.

La Suisse doit se prononcer sans ambiguïté en faveur de la libre circulation des personnes et, par conséquence, renoncer aux contingents. La préservation de la paix et l'avenir du modèle social sont aujourd'hui en jeu. Nous voulons donc renforcer et développer le processus d'intégration européenne dans le cadre d'une Europe que nous voulons démocratique, sociale et écologique.

La voie bilatérale doit être discutée et adaptée pour ne pas déboucher sur une impasse. L'ouverture a un impact positif pour l'extension des libertés individuelles, impliquant cependant des adaptations considérables, raison pour laquelle des mesures d'accompagnement et d'autres réformes intérieures sont nécessaires. Elles doivent permettre de garantir que l'ouverture profite à tout le monde. Dans le cadre de la libre circulation des personnes, le PS et les syndicats ont obtenu l'application de mesures d'accompagnement et s'efforcent de les étendre au marché du logement, à la formation, aux infrastructures et aux assurances sociales. L'ouverture sans réformes intérieures est vouée à l'échec.

L'Europe et la Suisse sont en effet à la croisée des chemins, au moment où l'incertitude est grande quant à la forme et à la poursuite des relations entre la Suisse et l'UE.

S'il s'agit de prôner l'ouverture européenne, il faut avant tout procéder par étapes et ne surtout pas s'engouffrer dans une voie de l'adhésion immédiate pour laquelle aucune majorité ne peut être trouvée actuellement. Nous devons tout d'abord accorder nos modes de fonctionnement, que ce soit au niveau des politiques énergétiques ou agricoles. Pour la Suisse, cela représentera une avancée considérable en matière d'intégration au marché, de rejet définitif des quotas d'immigration, qui, outre une dimension inacceptable sur le plan humain, nuisent à notre économie, dans des secteurs tels que la construction ou l'hôtellerie. Bien entendu, cela obligerait également la Suisse à adopter une politique familiale plus sociale et à introduire une notion qui manque cruellement aujourd'hui : le salaire minimum.

Abordons maintenant la question des retombées directes de bonnes relations UE-Suisse sur les communautés d'expatriés :

Les conséquences des diverses prises de position de la Suisse, difficilement compréhensibles pour les opinions publiques étrangères, ont des conséquences immédiates et retentissantes sur la vitalité de nos entreprises à l'étranger, ainsi que sur la facilité des Suisse-sse-s à s'insérer dans leurs pays d'adoption.

Les binationaux ont cette capacité d'adaptation et de flexibilité, qui est une source infinie d'enrichissement réciproque pour deux pays souhaitant se rapprocher. Ce sont eux qui créent les passerelles, multiples, créatives et innovantes entre deux pays, tant au niveau culturel, que citoyen ou économique. Ils représentent ce que l'Europe a fait de mieux : l'échange, l'ouverture, la paix, la tolérance et l'équilibre.

Des décisions allant à l'encontre d'une bonne relation avec l'Union européenne auraient, outre la fin de ses échanges sociaux et humains, de tragiques conséquences économiques, en matière d'investissements directs à l'étranger, d'équilibre monétaire, de maintien des traités de régularisation de la double imposition. Nous l'avons vu, la votation sur les contingents a eu des impacts immédiats sur les programmes d'échanges universitaires et a déclenché, en cascade, le durcissement de diverses politiques européennes à notre égard.

Consciente qu'un discours n'aura pas d'effets sur le libre circulation, la section internationale du PS Suisse, que je représente fièrement aujourd'hui en qualité de co-présidente et de candidate au Conseil national, s'engage concrètement en proposant les solutions suivantes :

- La Suisse doit se battre pour l'aménagement social et écologique de l'économie mondiale et doit veiller à ce que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reconnaisse un statut d'observateur à l'Organisation internationale du travail (OIT), en vue d'un renforcement des standards de travail dans le monde entier.
- Un éventuel accord sur le commerce de services (TISA) doit créer des emplois de manière avérée et non servir les marchés financiers. C'est à ce prix, en corrélant la valeur du capital à la valeur du travail, et non en corrélant la valeur du capital à des valeurs spéculatives, que l'on pourra réduire les dettes et améliorer la gestion des politiques publiques.
- Les accords de libre-échange et de protection des investissements doivent expressément garantir à chaque État signataire le droit de prendre des mesures sur le plan légal qui prévoient des standards écologiques et sociaux plus stricts, sans devoir faire face à des plaintes visant à obtenir une indemnisation.
- La fraude fiscale doit être systématiquement combattue. En ce sens, les services des contributions doivent être dotés d'effectifs supplémentaires et bénéficier en Suisse des mêmes renseignements que les autorités fiscales étrangères.
- Il faut mettre un terme aux efforts déployés pour restreindre le droit de séjour en Suisse des personnes étrangères sans travail, car les pays hôtes des Suissesses et des Suisses de l'étranger appliquent généralement le principe de réciprocité.

Ce ne sont pas les quelques sept minutes allouées à cette intervention qui auront permis de vous faire une présentation exhaustive et complète de notre programme. S'il y a une chose à retenir, c'est que de bonnes relations UE-Suisse sont selon nous primordiales pour que les communautés d'expatrié-e-s puissent prospérer, s'assurant de conditions économiques et sociales décentes et favorable afin de faire rayonner, à la fois, leur pays d'adoption et d'origine.